

NRJ



Canadian HIV/AIDS Legal Network | Réseau juridique canadien VIH/sida

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

Numéro 39 | Août 2010

Après-Congrès de Vienne

En juillet, le XVIII^e Congrès international sur le sida de Vienne (SIDA 2010 – www.aids2010.org) s'est avéré un événement fructueux non seulement pour le Réseau juridique, mais aussi pour l'avancement d'une approche fondée sur les droits humains pour lutter contre l'épidémie. Sous le thème « Les droits, ici et maintenant », le rassemblement de plus de 20 000 congressistes a porté sur le rôle que les droits humains doivent jouer dans le travail des militants, des responsables des politiques, des professionnels de la santé et d'autres intervenants, pour soutenir les personnes affectées par le VIH/sida.

Le Réseau juridique a été actif sur plusieurs fronts lors du Congrès (voir www.aidslaw.ca/sida2010). Les employés qui y ont participé avaient un horaire chargé de rencontres, de panels, de présentations d'affiches et d'autres exposés. De plus, le Réseau juridique et l'Open Society Institute (OSI) ont collaboré à l'organisation de la Zone de réseautage pour les droits humains. Située dans le Village global, la Zone a été l'un des points de rassemblement préférés des congressistes et du grand public. On y offrait une sélection de documents sur le VIH et les droits humains du Réseau juridique, de l'OSI et de Human Rights Watch. On y présentait aussi des séances quotidiennes sur divers enjeux clés, comme les politiques sur les drogues, le travail sexuel, les droits des femmes, la criminalisation de l'exposition au VIH et de sa transmission, et les prisons. Les visiteurs étaient encouragés à exprimer leur appui à la campagne « Les droits humains et le VIH/sida : aujourd'hui plus que jamais » (www.hivhumanrightsnow.org/fra).

Le principal document ayant émergé du Congrès SIDA 2010 est la Déclaration de Vienne (www.ladeclarationdevienne.com), qui n'est que la deuxième déclaration du genre à être issue d'un Congrès international sur le sida. Énoncé visant à améliorer la santé et la sécurité communautaires en exhortant à l'intégration de données scientifiques dans les politiques sur les drogues illégales, la Déclaration a été rédigée par des experts internationaux et initiée par d'éminentes instances scientifiques mondiales dans le domaine du VIH et des politiques sur les drogues : l'International AIDS Society, l'International Centre for Science in Drug Policy et le B.C. Centre for Excellence in HIV/AIDS.

Rassemblement le 28 septembre à Ottawa

Inscrivez cette date à votre agenda! Des Canadiens et Canadiennes de tous les horizons et de diverses générations se réuniront sur la Colline parlementaire à Ottawa, le mardi 28 septembre à 11 h 30, pour demander l'action du Canada et du Parlement en réponse au sida, à la tuberculose, au paludisme et à d'autres besoins urgents de santé mondiale. L'automne sera un moment *crucial* pour les efforts visant à réformer le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM; voir www.aidslaw.ca/rcam). Le Projet de loi C-393, émanant d'une députée, est notre meilleur espoir de rectifier le RCAM et de le rendre efficace pour que les gens des pays en développement aient accès aux médicaments salvateurs dont ils ont besoin. Le projet de loi a été confié au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes, qui tiendra des audiences en octobre. Le 28 septembre et tout au long de l'automne, les Canadien-nes préoccupés doivent rappeler aux Parlementaires qu'ils ont le devoir de respecter l'engagement pris par le gouvernement il y a plus de six ans. Si vous êtes à Ottawa, s.v.p. joignez-vous à cet important appel à l'action. Le rassemblement est organisé par le Réseau juridique, le Comité national de plaidoyer de la Campagne de grands-mères à grands-mères de

la Fondation Stephen Lewis, les Universities Allied for Essential Medicines et RÉSULTATS Canada.

Plus de 8 000 cartes postales du RCAM

Des Canadien-nes des quatre coins du pays continuent d'exhorter à la réforme du RCAM. Des centaines de regroupements de grands-mères à grands-mères et d'autres militants communautaires à l'échelle nationale ont exprimé leur appui au Projet de loi C-393 en envoyant des cartes postales au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes. La greffière du Comité a récemment confirmé que plus de 8 000 cartes postales avaient été reçues! Il s'agit d'un formidable témoignage de l'importance de cette loi pour les Canadien-nes. Nous espérons que cela aura un impact sur les membres du Comité, au moment d'amorcer leur examen d'un mois du Projet C-393 en octobre. Avez-vous envoyé votre carte postale? Communiquez dès maintenant avec Lindsey Amèrica-Simms à lsimms@aidslaw.ca, pour commander des cartes postales et faire savoir au Comité que vous appuyez la réforme du RCAM et le Projet de loi C-393.

Votre opinion compte

Au cours des derniers mois, nous avons invité les membres du Réseau juridique à répondre à notre sondage annuel et à fournir du feedback sur nos activités de la dernière année. Nous sommes heureux d'apprendre que nos publications ont été bien accueillies, encore une fois cette année, et que plusieurs membres ont utilisé notre travail pour rehausser leur capacité de répondre aux enjeux liés au VIH et aux droits humains dans leurs communautés. Encore une fois, notre série de feuillets d'information mis à jour sur la criminalisation de la transmission du VIH a été notre ressource la plus populaire, suivie de près par le rapport *Sous la peau – Témoignages individuels démontrant la nécessité de programmes d'échange de seringues en prison* (accessibles à www.aidslaw.ca/lespublications). Merci à tous ceux et celles qui ont pris le temps de répondre au sondage. Si ce n'est déjà fait, il n'est pas trop tard pour nous faire part de vos commentaires. Envoyez un courriel intitulé « Réponse au sondage » à info@aidslaw.ca, et nous vous ferons parvenir le bref sondage.

Départ et renouveau

C'est avec tristesse que nous avons dit au revoir à notre directeur des communications, **Gilles Marchildon** (qui a notamment joué un rôle clé dans la refonte de ce bulletin d'information). Notre perte sera assurément un gain pour l'un de nos membres – l'organisme torontois Action positive : VIH/sida (www.actionpositivevih sida.org) fournit des services aux plus de 100 000 francophones qui vivent dans la plus grande ville du pays. Bonne chance, Gilles! Nous sommes heureux que tu continues de prêter tes talents à la cause du VIH/sida dans le cadre de tes nouvelles fonctions.

Sur une dernière note...

Le Réseau juridique dépend de plusieurs sources de financement pour réaliser son travail de promotion des droits des personnes vivant avec le VIH et des communautés vulnérables au VIH. Les dons individuels sont une importante source de financement qui nous aide à demeurer autonomes. Prière d'envisager de nous faire un don, à www.aidslaw.ca/dons.

Si vous préférez ne plus recevoir de messages du Réseau juridique, veuillez répondre à ce courriel en inscrivant « désabonner » dans le titre de votre message.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida
1240, rue Bay, bur. 600
Toronto (Ontario) Canada M5C 3A5
Téléphone : +1 416 595-1666
Télécopieur : +1 416 595-0094
Courriel : info@aidslaw.ca
Internet : www.aidslaw.ca